

Motion des représentants des personnels d'éducation et d'enseignement au Conseil d'administration du mardi 10 février 2026

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'administration,

Au niveau national, ce sont encore 1385 suppressions de postes dans le Second degré pour la rentrée prochaine. Dans l'académie de Lille, qui détient le triste record, ce ne sont pas moins de 167 postes qui sont supprimés, dont 91 pour les 125 collèges du Pas-de-Calais. Alors, certes, il ne s'agit pas de nier les chiffres d'évolution du nombre d'élèves à court et moyen terme, nous devrions perdre 1312 élèves dans les collèges du Pas-de-Calais à la rentrée prochaine. Il s'agit néanmoins de regarder d'où nous venons et vers où nous allons. Depuis 2017, en France, le second degré public a accueilli plus de 8000 élèves supplémentaires mais s'est vu supprimer un peu plus de 8000 emplois de professeur·es. Le nombre d'élèves par classe a augmenté, nous avons les classes les plus chargées d'Europe en collège et il faudrait près de 10000 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017. Alors que la baisse démographique aurait pu servir à faire baisser le nombre d'élèves par classe, la volonté politique est bien de supprimer des emplois, coûte que coûte, que les effectifs soient en hausse ou en baisse.

Par ailleurs, le retrait de moyens se fait encore une fois au détriment de l'éducation prioritaire, qui reste la variable d'ajustement. Proportionnellement, on retire 40 % de moyens en plus à l'EP qu'aux établissements hors EP (1,58/1,13). En REP+, dont nous faisons partie, c'est même deux fois plus de moyens retirés par élève en moins.

En ce qui concerne notre établissement, force est de constater que nous observons la même dynamique. Si on prend un peu de recul, alors que nous avions en 2017 un élève de moins qu'à la rentrée 2026, ce sont 50,5HP de moins qui nous sont alloués pour la rentrée prochaine. Par rapport à l'an passé, nous perdons 25 heures dont 24,5HP et cela ne sera pas sans conséquence sur les conditions de travail des élèves et des collègues. La proposition présentée ce jour entraîne pour deux de nos collègues la perte d'environ la moitié de leur service au collège : cela signifie une dégradation de leurs conditions de travail et donc forcément de leur implication dans l'établissement aux côtés des élèves. Par ailleurs, nous aurons une division de moins l'an prochain sur le niveau 3e, année charnière pour la préparation au DNB. Aussi, et malgré la baisse d'effectifs, les classes de 3e compteront en moyenne un élève par classe de plus que cette année. Par ailleurs, nos élèves, vos enfants, auront moins de groupes en Technologie, en Sciences Physiques, et en SVT, alors que certains groupes de langues seront plus chargés que cette année. De plus, les classes médias et l'option informatique proposées aux 4^e et aux 3^e ne sont pas reconduites d'emblée dans la dotation, ce qui nous inquiète quant à leur pérennité.

Nous tenons à dénoncer avec force la perte de moyens dont nous sommes victimes, au moment où on nous intègre dans le fameux « Plan 800 » nouveauté pour le moins stigmatisante de l'institution. Nous ne voulons pas d'une nouvelle réforme sans concertation et, qui plus est, sans les moyens afférents. C'est là tout le paradoxe de cette préparation de rentrée, où l'on va une fois encore nous demander de faire plus avec moins de moyens, de nous conformer aux bonnes pratiques et aux injonctions à tout va, tout en nous renvoyant la responsabilité en cas d'échec de nos élèves.

Pour toutes ces raisons, et parce que nous sommes attachés à défendre un service public de qualité, avec l'ambition de faire de l'école un lieu d'émancipation pour nos élèves et de lutter contre les inégalités, nous voterons contre le projet de TRMD présenté ce jour.